



POUR L'ABANDON DE PARCOURSUP ! POUR LE MAINTIEN DU DROIT ÉGAL POUR TOUT BACHELIER À S'INSCRIRE DANS L'UNIVERSITÉ ET LA FILIÈRE DE SON CHOIX !

Depuis le mardi 22 mai, des centaines de milliers de lycéen.ne.s sont confronté.e.s à une situation de stress particulièrement éprouvante à quelques jours du début des épreuves du baccalauréat. Ils et elles ne savent pas où et dans quelles conditions leur entrée dans l'enseignement supérieur va pouvoir se concrétiser.

Depuis plusieurs mois maintenant nos organisations le disent : **ParcourSup est un outil de sélection pour empêcher un grand nombre de bacheliers de poursuivre des études supérieures dans l'université et la filière de leur choix !**

La communication gouvernementale visant à rassurer les élèves et leurs familles, et à faire taire les critiques, ainsi que le fait que l'algorithme continue à tourner ne peuvent dissimuler la réalité de la situation à l'université : pas assez de places, pas assez de postes ! **À l'Université de Picardie (UPJV), il manque une centaine de postes, toutes catégories, pour assurer les missions de service public.**

Dans un contexte marqué par une hausse continue des effectifs depuis 5 ans, en raison du pic des naissances des années 2000, le gouvernement qui n'a créé que **19 000 places pour 28 000 bacheliers supplémentaires** attendus à la rentrée 2018, a choisi de décourager les élèves les plus fragiles, souvent issu.e.s de familles modestes, et qui risquent de renoncer à force d'être placé.e.s sur des listes d'attente pendant des semaines voire des mois sur les formations demandées. Déjà près de 16 000 élèves ont quitté la plateforme.

Des témoignages d'enseignants du supérieur, ainsi que d'élèves, révèlent tantôt que le classement des candidatures s'opère selon le lycée d'origine, ou que lorsque les critères, définis de façon

totale et illisible pour les candidats, ne permettent pas de départager des dossiers ex-aequo, le tirage au sort est à nouveau utilisé.

Dans le même temps, le ministre Blanquer lance sa réforme du baccalauréat remettant en cause son caractère de diplôme national et premier grade universitaire. Nous apprenons que, dans le cadre d'une expérimentation menée dans notre académie, un certain nombre de correcteurs sont exclus des délibérations des jurys et se voient ainsi dessaisis de la maîtrise de l'évaluation de leurs copies. La collégialité des jurys s'en trouve remise en cause. Nous demandons l'abandon immédiat de cette expérimentation.

À ceux qui protestent, le gouvernement oppose la répression la plus sévère comme au lycée Arago à Paris, le 22 mai dernier, où plus d'une centaine de lycéens et de jeunes, parmi lesquels des dizaines de mineurs, ont été placés en garde à vue tandis que leurs familles étaient laissées sans nouvelles plusieurs heures durant.

Cette situation est inacceptable. Nos organisations condamnent fermement cette répression et considèrent de leur responsabilité de ne pas laisser seuls les élèves et leurs familles face à la remise en cause du droit fondamental, pour tous, à accéder à l'université dans la formation de son choix.

Dans l'académie d'Amiens, plusieurs établissements ont d'ores et déjà pris position pour exiger du ministre de l'Éducation nationale et de la ministre de l'Enseignement supérieur qu'ils respectent ce droit.

Les sections académiques de la FNEC-FP-FO, du SNESUP-FSU, du SNASUB-FSU, de la CGT Éduc'action, de SUD Éducation, de l'UNEF, de l'UNL, appellent les personnels à continuer à se réunir pour prendre position et à faire connaître ces prises de position aux élèves et à leurs parents. De même, nous appelons l'ensemble des personnels de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur, des étudiant.es et des lycéen.ne.s de l'académie, à se rassembler devant le rectorat, le **JEUDI 14 JUIN 2018, À 16H30**, pour porter les revendications :

- 📣 **Pour l'abrogation de la loi ORE (loi sur l'Orientation et la Réussite des Étudiants) et l'abandon du dispositif ParcourSup ; Pour le maintien du baccalauréat, diplôme national et premier grade universitaire ;**
- 📣 **Pour le maintien des Centres d'Information et d'Orientation, contre la fusion des académies participant du démantèlement du caractère national de l'Éducation et des diplômes ;**
- 📣 **Pour un plan d'urgence pour les universités à la rentrée 2018, pour la création des postes et l'ouverture des places nécessaires pour assurer les missions de service public et satisfaire toutes les demandes de formation.**

**JEUDI 14 JUIN, À 16H30,
TOUS DEVANT LE RECTORAT,
20 BOULEVARD D'ALSACE LORRAINE, À AMIENS !**